



Le Parti des travailleurs informe

Les conducteurs de bus de la société Francilite Seine et Oise (FSO) sont en grève car leurs conditions de travail et leur rémunération ont été remises en cause à la suite d'un appel d'offres lancé par Île-de-France Mobilités, présidé par Valérie Pécresse, pour l'attribution d'une « délégation de service public », dans le cadre de l'ouverture à la concurrence, qui résulte d'une directive européenne.

Les piquets de grève des dépôts de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) et de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) ont lancé un appel :

« Nous, conducteurs des piquets de grève de Conflans-Sainte-Honorine et de Saint-Ouen-l'Aumône, sommes en grève avec nos organisations syndicales depuis le 7 novembre sur les revendications suivantes :

- non à l'augmentation de l'amplitude horaire,*
- non à la diminution des temps de pause et des temps de battement,*
- non à l'augmentation des courses dans les feuilles de service,*
- maintien des acquis sociaux (primes...) pour tous, y compris les entrants (non à la clause du grand-père).*

Ces revendications, à la suite de l'ouverture à la concurrence mise en place par Île-de-France Mobilités (IDFM), concernent tous les dépôts de bus de la petite et grande couronne.

Nous lançons un appel à nos collègues des autres dépôts de bus à nous rejoindre dans la grève pour refuser le dépeçage des acquis sociaux.

C'est le moment de tout bloquer pour garder nos acquis et conditions de travail. »

Cette ouverture à la concurrence poursuit le processus de privatisation des transports en commun qui a commencé pour les bus il y a trois ans dans la grande couronne parisienne (Seine-et-Marne, Yvelines, Val-d'Oise, Essonne), avec l'aval du ministre des Transports du gouvernement Macron.

Il est programmé qu'en 2026 les réseaux de bus de la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine) et de Paris auront subi le même sort.

Cela se traduit dans la grande couronne par des centaines de suppressions de courses de bus par semaine, voire par jour.

Est aussi programmée la mise en concurrence de toutes les lignes du Transilien, du RER et du métro de Paris.

En défendant leurs conditions de travail et leurs acquis, les conducteurs de bus défendent par là même le droit à un service public de qualité pour toute la population.

Le 7 décembre, des militants et des travailleurs de toutes tendances, du public et du privé, se retrouveront dans une rencontre nationale pour l'unité. *La Tribune des travailleurs* leur ouvre ses colonnes.